

Observatoire Français des Conjonctures Économiques. 69, quai d'Orsay, 75007 Paris - Tél. : (1) 45.55.95.12

N° 40 - Mercredi 24 décembre 1986

## UNE DÉGRADATION INQUIÉTANTE DE L'EXCÉDENT INDUSTRIEL FRANÇAIS

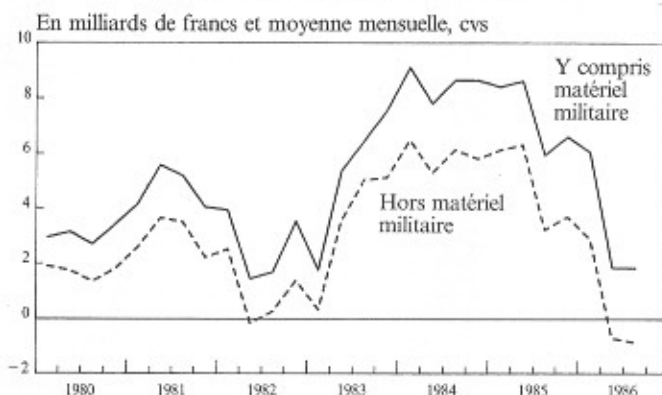
Depuis le début de l'année 1986 les performances extérieures de la France ont été décevantes. Malgré la baisse du dollar, puis du prix du pétrole, l'équilibre commercial serait à peine atteint cette année. Est-ce donc que toute relance de la demande intérieure française, voulue comme en 1982 ou en partie fortuite comme en 1986, ne peut profiter qu'aux importateurs ? La reprise de la demande européenne, certes récente et encore ténue, profite-t-elle à la France ou à ses concurrents ?

L'excédent industriel qui s'était élevé à 69,1 milliards de francs au cours des neuf premiers mois de 1985 n'a été que de 29,3 pendant la même période de 1986 (cvs). Hors matériel militaire la dégradation est encore plus grave : 3,9 milliards, contre 47,2 en 1985. Le repli a été d'une telle ampleur que depuis deux trimestres consécutifs la France a connu un déficit de ses échanges industriels, ce qui ne s'était pas produit même en 1982 (graphique 1). Et le solde d'octobre est encore resté négatif. L'année 1986 risque donc d'être la pire depuis 1969.

Nos échanges ont été défavorables avec toutes les zones géographiques (voir tableau). Avec les pays de l'OCDE la croissance des importations et la stagnation des exportations ont accru le déficit de 23 milliards de francs. Avec la seule CEE il a augmenté de 12 milliards, dont près de 7 envers la RFA et 5 l'Italie. Tous les secteurs ont vu leurs soldes avec la Communauté se dégrader, à l'exception de l'automobile, dont l'excédent s'est amélioré, et des métaux, dont le déficit est resté stable. Avec les États-Unis nos échanges, excédentaires exceptionnellement en 1985, sont redevenus déficitaires ; l'excédent de la production et du travail des métaux s'est très fortement réduit (- 4,4 milliards), comme celui de l'automobile et des biens de consommation courante ; le déficit des biens d'équipement professionnels s'est accru. Avec le Japon le déficit s'est creusé davantage que les années précédentes, surtout à cause des biens d'équipement professionnels et ménagers et tout particulièrement électroniques. Avec les pays non membres de l'OCDE le repli des importations en valeur n'a pas suffi à

compenser la chute des ventes, vers les pays pétroliers bien sûr, mais aussi vers les pays de l'Est et les NPI d'Asie. Avec ceux-ci un déficit industriel est de nouveau apparu, après l'excédent de 1985.

### 1. Soldes des produits manufacturés



### Les importations ont été gonflées par la hausse de la demande interne et la pénétration des produits du Sud-Est Asiatique s'est accrue

La progression de la demande des ménages et des entreprises explique la croissance de nos importations au cours des neuf premiers mois, en valeur et en volume. Au premier trimestre la réduction des stocks a limité la progression des achats à l'étranger (+ 1,3 % en volume) comme elle a limité la remontée de la demande finale à la production. Mais au deuxième

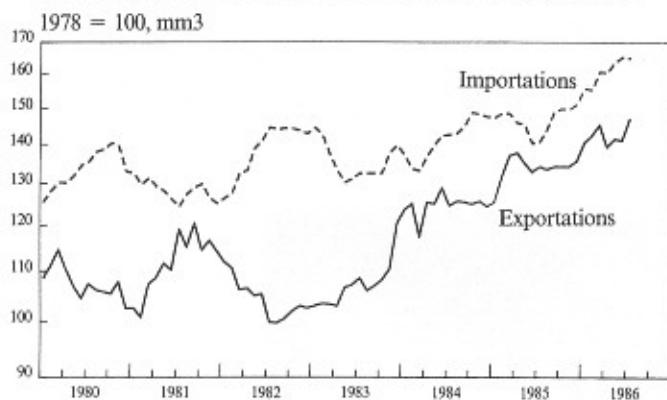
*Variations des soldes du commerce des produits industriels, des exportations et des importations en francs courants  
(comparaison des neuf premiers mois de 1986 avec ceux de 1985)*

Données brutes, hors matériel militaire

	Monde	OCDE	dont			Hors OCDE	dont		
			CEE à 12	USA	Japon		Europe socialiste	Proche et Moyen-Orient	NPI d'Asie
Variation du solde en milliards de francs	- 41,6	- 23,3	- 12,3	- 5,6	- 4,1	- 17,6	- 2,7	- 7,0	- 2,5
Variation des importations en %	5,1	6,0	7,4	- 8,8	22	- 1,5	1,9	n.s.	11,4
Variation des exportations en %	- 3,5	0,3	3,8	- 20,0	1,3	- 14,3	- 19,3	- 26,3	- 14,2

Sources : Douanes - DREE.

## 2. Échanges industriels avec l'OCDE hors CEE, en volume



Source : INSEE.

trimestre la reconstitution des stocks a accéléré la montée des importations (+ 5 %); les taux de pénétration s'élevant, comme il est habituel durant les phases de restockage, la croissance de la demande intérieure ne bénéficia que partiellement aux producteurs nationaux. Au troisième trimestre la croissance des importations s'est en revanche ralentie (1,5 à 2 %). A cela il faut ajouter qu'au printemps le boom de la consommation des ménages en téléviseurs et magnétoscopes, importés pour plus de moitié, a gonflé nos achats à l'étranger. Du quatrième trimestre 1985 au troisième trimestre 1986 la production de biens de consommation n'a crû que de 3 %, tandis que les importations s'élevaient de 15 % en volume. D'autre part la reprise de l'investissement a fait croître fortement les achats à l'étranger de biens d'équipement.

Cette hausse des importations industrielles en volume a concerné toutes les zones géographiques, les pays autres que ceux de l'OCDE en profitant toutefois davantage depuis le début de 1986 (graphiques 2, 3, 4). De janvier-février à juillet-août elle a atteint près de 7 %, dont 6 % en provenance de l'OCDE hors CEE, 7 % de la CEE et 10 % du reste du monde.

Une analyse plus fine des pays fournisseurs éclaire ces évolutions. Nos achats en provenance des États-Unis ont baissé en francs courants de près de 9 % si l'on compare les neuf premiers mois de 1986 aux neuf premiers mois de 1985. Mais le dollar perdait 27 % au cours de cette période, ce qui, même si sa chute n'a pas été entièrement répercutée par les exportateurs américains heureux d'accroître leurs marges, donne une idée de la hausse du volume de nos achats. Ceux de métaux et de demi-produits non ferreux se sont même accrus en francs courants<sup>(1)</sup>. Pour les biens de consommation le recul en francs courants a été moins marqué que pour les autres produits élaborés (- 6,7 contre - 9,6 %).

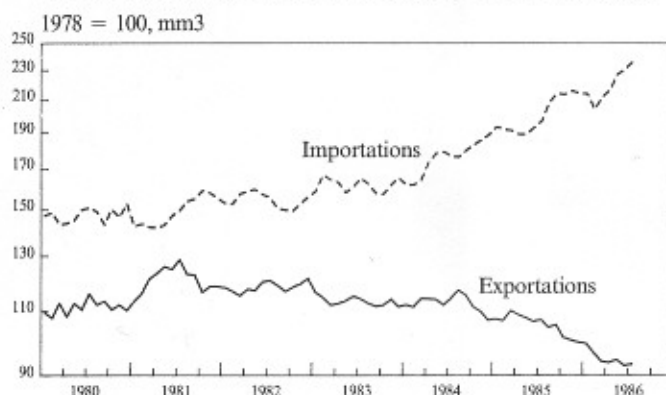
La valeur de nos achats en provenance du Japon a crû de 22 %. Cette croissance a été forte surtout pour l'électronique grand public (+ 45 %) et l'informatique (+ 38 %). L'appréciation du yen (+ 10 %) n'explique que partiellement cette montée des valeurs, car une partie seulement de nos achats est facturée dans la monnaie du pays fournisseur. Vers la France les prix d'exportation japonais, exprimés en yen, n'ont probablement pas été comprimés autant qu'ils l'ont été vers les États-Unis afin d'y préserver les ventes malgré la baisse du dollar; on peut même envisager que par compensation, grâce à leur domination technologique pour de nombreux produits, des entreprises nippones aient maintenu, voire élevé leurs prix en monnaie nationale vers certains pays d'Europe. Néanmoins la croissance en volume de nos importations en provenance du Japon a vraisemblablement atteint 15 à 20 %, tandis que nos achats industriels de toutes origines ne progressaient que de 9 % en volume.

Il en a été de même des produits venant des NPI d'Asie, dont nos achats ont augmenté de 11 % en valeur (26 % pour les biens d'équipement ménager). Ce sont les importations en provenance de Taiwan qui ont crû le plus: 29 % en biens industriels, dont 31 % en produits élaborés. La Corée a réalisé les meilleures performances en biens d'équipement ménagers

(plus de 100 %). Les ventes de Singapour sont au contraire demeurées stables. La baisse du dollar, auquel les monnaies des NPI d'Asie sont rattachées, directement ou non, n'a probablement pas été intégralement répercutée sur les prix exprimés en francs, permettant ainsi de reconstituer des profits comprimés durant les années de montée du dollar. La croissance des volumes a pourtant dû atteindre 25 à 30 %.

Cette pénétration des marchandises du Sud-Est Asiatique (Japon et NPI) n'est pas particulière à la France; elle concerne l'ensemble des pays européens du fait de moindres débouchés en Amérique du Nord. C'est ainsi que, mesurées en dollars courants, les ventes japonaises en RFA ont progressé de près de 65 %, tandis que celles des autres pays de l'OCDE (hors pays fournisseurs d'énergie) progressaient de 35 % du premier semestre 1985 au premier semestre 1986<sup>(2)</sup> et de 40 % si on fait abstraction des États-Unis. En France ces croissances furent respectivement de plus de 60 % et d'environ 40 %.

## 3. Échanges industriels avec les pays hors OCDE, en volume



Source : INSEE.

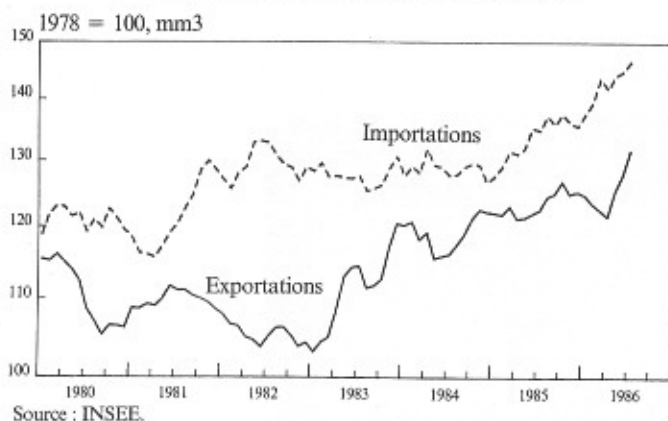
### L'écart conjoncturel entre la France et la CEE a creusé le déficit avec cette zone

En provenance de la CEE la croissance de nos importations au cours des neuf premiers mois a été plus modérée en francs courants (7 %) qu'en provenance du Sud-Est Asiatique; elle a surtout concerné les biens de consommation (électronique domestique, consommation courante, automobile). L'écart de conjoncture entre la France et la CEE a joué simultanément sur les importations et les exportations. Le rapprochement de notre commerce extérieur et des carnets de commandes sur les graphiques 4 et 5 l'illustre bien. En 1985 et 1986 les carnets de la France se sont accrus, alors que ceux des autres pays de la CEE s'amenuisaient. Nos importations se gonflaient, tandis que nos exportations reculaient jusqu'en mai 1986. L'écart entre achats et ventes à l'étranger, en volume, s'est creusé. On aperçoit le même phénomène en 1981-1982, et encore plus accentué, les exportations ayant à cette époque fortement chuté.

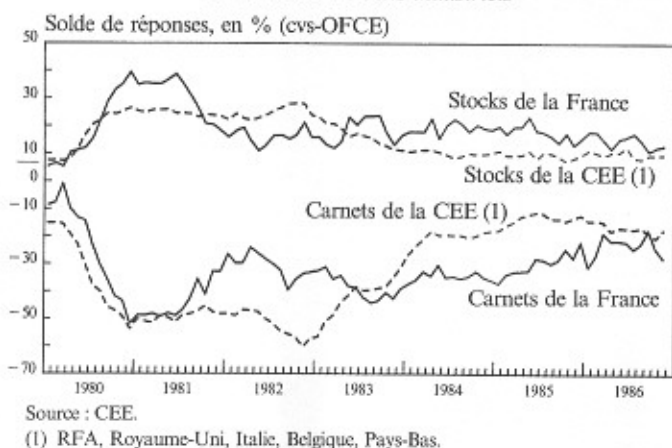
Une amélioration pourrait se manifester au quatrième trimestre: la progression de nos importations serait un peu ralentie, du moins en volume, et la reprise des exportations, très sensible depuis mai dernier, se poursuivrait. Elle ne doit cependant pas être surestimée, car si l'on peut escompter une reprise des importations européennes après la morosité des premiers mois de 1986, une compétition accrue entre les fournisseurs risque d'en limiter la portée pour la France. La concurrence du Sud-Est Asiatique a accentué la faiblesse de nos ventes quand la demande de la CEE progressait faiblement; elle amputera leur croissance quand la reprise s'amplifiera. D'autant plus que la pénétration japonaise, déjà en forte croissance alors même que le yen s'appréciait, pourrait être plus redoutable encore maintenant qu'il se déprécie vis-à-vis du DM.

De janvier à septembre 1986 nos exportations en valeur vers la CEE ont surtout progressé dans les secteurs de l'équipement ménager (20 %) et de l'automobile (voitures et camions: + 16 %). C'est la seule zone où nos ventes aient connu une nette progression en valeur (près de 4%).

#### 4. Échanges industriels avec la CEE, en volume



#### 5. Carnets et stocks industriels



#### Les exportations vers les autres pays ont fléchi

Vers les États-Unis les exportations en valeur ont reculé de 20 % à cause de la baisse des prix en francs, contrainte par celle du dollar, de mesures protectionnistes, du fléchissement de la demande américaine et d'une moindre compétitivité de nos produits. Les ventes de produits sidérurgiques ont diminué de 25 %, celles des produits de la première transformation de l'acier de 40 %, celles des métaux et demi-produits non ferreux de 45 %, celles de biens d'équipement professionnels de 17 % après les livraisons aéronautiques exceptionnelles de 1985. Vers le Japon nos exportations ont à peine progressé (+ 1 %). Cependant, en volume, une reprise légère des ventes apparaît depuis quelques mois vers les pays de l'OCDE hors CEE. Mais les exportations vers les autres pays ont décliné : vers les pays de l'OPEP, de l'Europe socialiste et les NPI d'Asie.

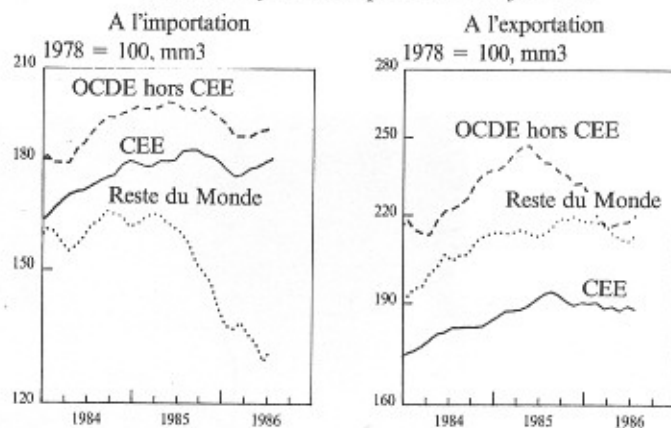
#### La baisse des prix à l'importation s'est interrompue et celle des prix à l'exportation s'est atténuée

L'évolution des prix a accentué en 1986 les mauvais résultats qui découlaient de la variation des volumes (graphique 6). Tandis que les prix de nos achats dans toutes les zones avaient fléchi depuis la mi-1985, la baisse a fait place à une hausse depuis la fin du premier trimestre 1986 quant aux produits de l'OCDE. La remontée est la plus forte pour ceux en provenance de la CEE : + 2,7 % de mars-avril à juillet-août, ce que la dévaluation d'avril explique. La hausse des prix de nos fournisseurs des autres pays de l'OCDE est plus surprenante même si elle est plus limitée (+ 1,4 %). Certes il arrive qu'ils effectuent une partie de leurs ventes en DM, ce qui explique la montée

(1) Montée des achats de métaux précieux et de matières premières.

(2) Les statistiques de l'OCDE comprenant tous les produits et non les seuls biens industriels, on a isolé un ensemble OCDE excluant les pays exportateurs d'énergie afin de mieux se rapprocher des ventes manufacturières.

#### 6. Prix en francs des produits manufacturés



de leurs prix en francs. Mais peut-être d'autres pays qui facturent en dollars ont-ils voulu reconstituer leurs marges après avoir amélioré leur compétitivité. Ces hausses pourraient se prolonger encore quelques mois, la baisse du franc n'ayant été que de 3 % après le réajustement monétaire d'avril mais ayant atteint 6 % depuis septembre dernier.

La baisse des prix à l'exportation a commencé dès le début de 1985 pour nos clients de l'OCDE hors CEE, où elle a été la plus forte, et à la mi-1985 pour ceux de la CEE ; elle est très récente vers les autres pays. Les prix à l'exportation ont baissé plus que les prix à la production, surtout vers les zones où le dollar est la monnaie de facturation dominante. Les taux de change ont contraint les industriels à comprimer leurs marges, ce qui était facilité par les profits dégagés à l'intérieur. Depuis quelques mois la baisse semble s'être atténuée et une hausse peut même être notée vers l'OCDE. Cela tempère l'opinion qui ressort des enquêtes récentes auprès des industriels indiquant une intensification de la concurrence, due au dollar, et un rétrécissement des marges. L'effort de compression de marges semble avoir été important, mais au vu des résultats récents du commerce extérieur semble l'être moins à présent. Il demeure cependant que la dévaluation d'avril, qui, comme les précédentes, avait été marquée par un repli du ratio prix d'exportation/prix de production vers la CEE n'a pas, à l'inverse, été suivie d'une nette remontée de ce taux, mais d'une simple stabilisation. Une remontée des prix n'est pas à exclure, en particulier vers la zone dollar, la compression des marges devenant difficile avec un dollar à moins de 7 francs. Cela serait favorable à nos termes de l'échange, mais risquerait d'être préjudiciable à nos parts de marché, sauf si d'autres pays élevaient aussi leurs prix en monnaie nationale.

#### Une contrainte à desserrer

Toute politique économique qui gonfle la demande interne plus que ne s'accroît la demande externe bute sur une détérioration prompte de notre commerce de produits industriels. Et cela risque d'être pire à l'avenir si les pays du Sud-Est Asiatique tournent davantage leurs exportations vers l'Europe.

Des dévaluations du franc n'apportent le plus souvent que des solutions temporaires aux pertes de parts de marché, en France comme sur les marchés extérieurs. Il en va de même d'une amputation des revenus des ménages. Pour desserrer la contrainte extérieure qui pèse sur notre économie il n'est d'autre voie que d'améliorer la compétitivité réelle de nos industries. Plus que le volume global de l'investissement, c'est son efficacité qui importe. Cela suppose des investissements réduisant les coûts, des spécialisations opportunes, des productions de qualité et bien adaptées à des demandes toujours changeantes, et aussi des services après-vente attractifs et des actions commerciales convaincantes. Œuvre urgente et de longue haleine.



# Faits et chiffres d'actualité

## FRANCE

Les prix de détail ont augmenté de 0,1 % en novembre, soit 2,1 % en un an. Les prix du secteur privé ont continué à augmenter plus rapidement que l'ensemble des prix hors tarifs publics (4,7 %, contre 4 % d'octobre 1985 à octobre 1986) mais il n'y a pas eu d'accélération au cours des derniers mois, malgré les premiers effets de la libération des prix. Alors que les prix des produits manufacturés privés sont libres (environ 90 % depuis juin), ceux des services privés ne l'étaient qu'à 35 % début novembre. Depuis le 2 décembre ils le sont à 72 % avec la libération des prix des hôtels, cafés et restaurants, ce qui pourrait influencer sur les résultats des prochains mois.

En novembre les salariés jugent moins florissante leur situation financière, tandis que les agriculteurs et les indépendants font état d'un très net redressement. Toutes les catégories de ménages se rejoignent dans une vision moins optimiste de leur niveau de vie à venir. Pourtant, les intentions d'achats s'élèvent à nouveau, alors qu'elles avaient déjà atteint des niveaux record. C'est tout particulièrement le cas pour l'automobile. Si la modération des revenus se confirmait, la bonne tenue de la consommation conduirait à une nouvelle baisse de l'épargne.

En 1986 l'investissement industriel croîtrait, selon les chefs d'entreprises, de 6 % en valeur. Les petites entreprises ont les estimations les plus fortes (+ 20 % en valeur contre 3 % pour les grandes). Pour 1987 les industriels ont révisé en hausse de 3 points leurs prévisions : + 8 %. La hausse des prix des équipements peut être estimée à 3 % chaque année. L'augmentation des commandes au deuxième semestre 1986 et celle prévue pour le premier semestre 1987 ne semblent cependant pas confirmées par les grossistes, qui jugent passagère la reprise des ventes de biens d'équipement à l'industrie en septembre-octobre.

Le déficit commercial a été de 0,6 milliard (cvs) en novembre, soit - 2,6 depuis janvier (- 3,9 en données brutes). L'excédent agro-alimentaire s'est accru (2,4 milliards après 1,6 en octobre). La facture énergétique s'est stabilisée à bas niveau (- 5,8 milliards). Le solde industriel s'est à nouveau dégradé :

### Additif à la Lettre n° 39

Les chiffres du tableau 4 indiquent les contributions à la croissance du coût unitaire des entreprises de 1984 à 1987.

L'Observatoire Français des Conjonctures Économiques (OFCE) de la Fondation Nationale des Sciences Politiques est chargé, sous la présidence de Jean-Marcel JEANNENEY, d'étudier, en toute indépendance, la conjoncture de l'économie française et son environnement extérieur.

Il publie une revue en janvier, avril, juillet et octobre et une lettre mensuelle le quatrième mercredi du mois, qui portent le même titre « Observations et Diagnostics Économiques » et sont éditées par les Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques.

Dans la revue et la lettre les idées émises le sont librement par les économistes de l'OFCE. Elles peuvent s'opposer, le pluralisme des opinions étant un des principes de l'OFCE.

- 1,1 milliard (après - 0,2 en octobre), matériel militaire non compris. Cela est dû à l'aggravation du déficit des biens intermédiaires et au repli de l'excédent automobile. Les exportations militaires se sont réduites aussi. De janvier à novembre l'excédent industriel n'a atteint que 33,2 milliards, y compris armement, et 2,6 hormis ce matériel, contre respectivement 89 et 58,3 en 1985.

Un repli d'activité semble se dessiner depuis novembre dans l'industrie; optimistes à la rentrée, les chefs d'entreprises sont désormais plus hésitants: baisse de la production en novembre et simple stabilisation en décembre selon l'enquête de la Banque de France. Selon l'INSEE les perspectives personnelles de production sont modérées et les commandes des grossistes se ralentissent. La mauvaise tenue de la demande étrangère, la baisse du volume des stocks de produits en amont et une stabilisation de la demande intérieure se combinent pour freiner l'activité. Celle-ci s'est dégradée dans les biens d'équipement et se trouve plus soutenue dans la construction automobile.

Le 16 décembre la Banque de France a relevé, pour la première fois depuis la fin de 1981, son taux d'intervention, le portant de 7 à 7 1/4 %. La semaine précédente elle avait déjà relevé le taux des pensions à sept jours de 7 1/2 à 8 1/2 %, puis l'avait ramené ensuite à 7 3/4 %. Aussi le taux de l'argent, qui avait oscillé entre 7 et 7 1/2 % depuis août, a frôlé 9 %, avant de revenir à près de 7 1/2 %. Les mesures prises sont justifiées par la faiblesse du franc vis-à-vis du DM, consécutive à la baisse du dollar et au durcissement de la politique monétaire allemande. Avant de relever ses taux, la Banque de France avait soutenu le franc par des ventes de devises.

## ÉTRANGER

Aux États-Unis la production industrielle s'est accrue de 0,6 % en novembre; cela semble confirmer une reprise de l'activité, hypothèse suscitée par l'annonce en novembre, pour le deuxième mois consécutif, de créations d'emplois dans le secteur manufacturier. Le nombre d'emplois n'avait cessé d'y diminuer entre février et juillet. L'industrie manufacturière américaine semble bénéficier de la dépréciation du dollar, qui, outre une lente amélioration du solde commercial, a permis d'amorcer depuis le milieu du troisième trimestre une baisse des volumes de produits manufacturés importés.

En RFA le PNB s'est accru de 0,7 % au troisième trimestre, après une forte progression au second (+ 3,4 %). Les consommations privée et publique ont respectivement

augmenté de 1 et 2,5 %. À l'inverse l'absence de restockage et le repli de l'investissement productif ont freiné l'activité. Les importations de marchandises ont été fortement réduites, alors que le volume des biens exportés stagnait. Au vu des enquêtes auprès des entreprises et de l'atonie de la production industrielle en octobre les perspectives de croissance restent moroses pour le dernier trimestre.

Au Royaume-Uni le regain inflationniste attendu en raison de la poursuite de la dépréciation de la livre et du raffermissement du prix du pétrole s'est confirmé: en novembre, les prix de détail ont augmenté de 0,8 %, soit 3,5 % en un an au lieu de 3 % le mois précédent. Les prix des matériaux de base et de l'énergie ont augmenté de 2,3 % en un mois, tandis que les prix de l'alimentation et ceux de la production manufacturière sont restés inchangés. Les ventes au détail ont recommencé à s'accroître en novembre (7,5 % en volume en un an).

À Taiwan les exportations ont progressé de 24 % en US dollars au cours des neuf premiers mois de l'année. Cette forte croissance, qui contraste avec la stagnation enregistrée en 1985, résulte en grande partie de la dépréciation du dollar de Taiwan par rapport au yen, qui a atteint 30 % depuis septembre 1985. Dans le même temps la monnaie locale s'est appréciée de 10 % vis-à-vis du dollar américain. En l'absence d'inflation intérieure les valeurs unitaires à l'exportation ont baissé de 3 % en moyenne. L'accroissement rapide des volumes exportés et l'amélioration des termes de l'échange consécutif à la baisse du prix du pétrole expliquent la vigueur de la croissance du PNB (+ 10 %) et l'ampleur de l'excédent commercial (+ 14 milliards de US dollars) attendus cette année.

En Corée du Sud, pour la première fois depuis la partition du pays en 1948, le solde de la balance commerciale sera excédentaire en 1986 de 3 à 4 milliards de US dollars. La réduction de la facture énergétique, de l'ordre de 2,5 milliards, et la vigueur des exportations, en progression de 28 % en US dollars courants sur les dix premiers mois de l'année (+ 30 % en volume) expliquent ce résultat. Depuis septembre 1985 le won sud-coréen s'est apprécié de 3 % vis-à-vis du US dollar et s'est déprécié de 40 % vis-à-vis du yen. La croissance du PNB dépassera 10 % cette année.

Rédaction

Département des diagnostics de l'OFCE

Tarif d'abonnement 1987		Lettre 10 n°/an	Revue 4 n°/an	Revue et Lettre
Les demandes d'abonnement doivent être adressées à :	Tarif normal (institutions/entreprises)	140 F	280 F	370 F
	OFCE 69, quai d'Orsay 75007 Paris	70 F	190 F	230 F
	Tarif réduit (particuliers)	15 F	80 F	
avec un chèque bancaire ou postal à l'ordre de FNSP-OFCE-Publications				